



Fiches Projets

Quelques exemples de projets
transfrontaliers exemplaires

Au service des habitants et des régions
frontalières



Juillet 2017



SOMMAIRE

EMPLOI.....	3
Compétence sans frontière (France - Belgique)	3
Les services transfrontaliers de placement pour l'emploi (France-Allemagne).....	4
Réussir sans frontières (France-Allemagne).....	5
ECONOMIE, INNOVATION	7
Geofab Grand Genève (France-Suisse)	7
CCI PIRINEUS MED - Impulser la coopération économique et les flux commerciaux entre la Catalogne, la France et l'Andorre. (France-Espagne- Andorre)	9
LINKS UP – Créer des liens pour stimuler la croissance des start-up dans l'espace Sud-Ouest européen (France-Espagne).....	10
SERVICES PUBLICS, SANTÉ, INCLUSION SOCIALE, SÉCURITÉ	11
Hôpital de Cerdagne : le premier hôpital transfrontalier d'Europe (France-Espagne)	11
ALARM - Pour une sécurité sans frontières (France-Belgique)	13
La maison de la petite enfance transfrontalière à Strasbourg-Kehl (France-Allemagne)	15
MARGE, inscrire les quartiers marginalisés dans l'espace du Rhin supérieur (France-Allemagne)	16
URBANISME, AMENAGEMENT, TRANSPORTS	18
Un tramway transfrontalier entre Strasbourg et Kehl (France-Allemagne).....	18
KUSSBUS (Grande Région).....	20
TRANSFERMUGA, calculateur d'itinéraires (France-Espagne).....	21
DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT, ESPACES NATURELS	23
Contrats de corridors biologiques sur l'espace franco-valdo-genevois (France-Suisse).....	23
MAREA, prévention des risques côtiers sur le littoral franco-basque (France-Espagne).....	25
VELOVISO, itinéraires à vélo autour du Mont Viso (France-Italie).....	26
PASSAGE, renforcer le développement bas-carbone des régions maritimes frontalières	27
EDUCATION, CULTURE, TOURISME	28
Jeu numérique transfrontalier « Le Passe-partout » (France-Allemagne)	28
Mobipro.GR (Grande Région).....	30
GPS TOURISM (France-Espagne).....	31

EMPLOI

Compétences sans frontière (France - Belgique)

Lancé le 1^{er} octobre 2016 pour une durée de 4 ans, “Compétences sans frontière” vise à rapprocher l’offre et la demande sur le marché du travail transfrontalier dans la région France-Wallonie-Flandre en favorisant la mobilité professionnelle transfrontalière.

La région de Flandre Occidentale affiche, pour l’année 2015, l’un des plus bas taux de chômage en Europe de l’Ouest (6,2%). La Wallonie affichait elle aussi un taux relativement faible (6,7%). Toutefois, les entreprises belges peinent à trouver réponse à leurs offres d’emploi alors même que côté français, le taux de chômage des régions frontalières est relativement élevé (entre 10,7 et 14,5% suivant les régions).

L’ambition de l’agence de développement économique de la Flandre Occidentale, porteuse du projet, est la création d’une synergie entre les offres d’emploi et les demandeurs. A travers l’information des demandeurs d’emploi concernant les possibilités d’embauche existantes de part et d’autre de la frontière dans un premier temps et le cas échéant, d’une formation adaptée afin d’être en mesure de répondre à l’offre, “Compétences sans frontières” vise à promouvoir la mobilité professionnelle transfrontalière.

Partenaires :

Belgique :

Côté flamand : Office flamand de l’emploi et de la formation professionnelle (VDAB), Skilliant, Cobot, IPV, UNIZO Flandre occidentale.

Côté wallon : Service public de l’emploi et de la formation en Wallonie (Forem), Centre de formation textile en Wallonie et à Bruxelles (CEFRET), Centre de Formation ELEA, Institut wallon de l’évaluation, de la prospective et de la statistique (IWEPS).

France : Communauté urbaine de Dunkerque (CUD), Région Hauts-de-France, Communauté de communes de Flandre intérieure (CCFI), Confédération générale des petites et moyennes entreprises (CGMPE), Entreprendre Ensemble, CIA, INSEE Nord-Pas-de-Calais, Association pour la formation professionnelle des adultes (AFPA), IFRIA Nord-Pas-de-Calais Picardie, Pôle Emploi, Eurométropole Lille-Kortrijk-Tournai, GECT West-Vlaanderen/Flandre-Dunkerque-Côte d’Opale.

Objectifs :

- Faciliter la formation et l’emploi sur le territoire franco-belge.
- Promouvoir la mobilité professionnelle, former aux compétences recherchées.

L’agro-alimentaire, l’industrie du textile/nouveaux matériaux, et le secteur de la construction durable sont les trois secteurs visés par le projet.



Grenzeloos Competent
Compétences sans frontières

Programme européen : Interreg France-Belgique (France-Wallonie-Vlaanderen)

Coût total : 4 008 131 €

Subventions européennes : 2 004 065 €

Contact : Ingrid TAHON – Coordinatrice Compétences sans Frontières

POM West-Vlaanderen ingrid.tahon@pomwvl.be - Tel: +32 (0)50 14 01 55

Les services transfrontaliers de placement pour l'emploi (France-Allemagne)

Quatre services de placement transfrontalier franco-allemands ont été mis en place afin de favoriser l'emploi et l'adéquation entre l'offre et la demande de part et d'autre du Rhin.

Près de 50 000 Français franchissent chaque jour la frontière franco-allemande pour travailler en Allemagne, où les besoins de main d'œuvre sont élevés et amenés à croître dans les prochaines décennies.

Les chiffres du chômage témoignent d'une **situation de l'emploi contrastée de part et d'autre** : l'Alsace compte 9,5% de chômage¹, alors que le Bade-Wurtemberg jouit d'une situation de quasi plein-emploi avec seulement 4% de chômage.

Pôle Emploi et l'Agence fédérale pour l'emploi (Bundesagentur für Arbeit) travaillent depuis plusieurs années à l'**amélioration du placement transfrontalier** : échanges d'offres et de profils, diffusion par la presse et la radio, organisation de rencontres-recrutements, participation conjointe à des salons, ateliers à Pôle Emploi et dans les lycées professionnels, campagnes de mailing aux employeurs, etc.

Ce partenariat a abouti à un **accord-cadre de coopération**², signé en février 2013, qui s'est concrétisé par la création de quatre services de placement transfrontalier situés le long de la frontière franco-allemande :

1. Service de Strasbourg-Ortenau, entre les agences de Strasbourg et Offenbourg, créé le 26 février 2013
2. Service Pamina entre les agences d'Haguenau, Wissembourg, Landau et Karlsruhe-Rastatt, créé le 20 septembre 2013
3. Service entre les agences du Haut-Rhin et celles de Freiburg et Lörrach, créé le 26 octobre 2013
4. Service de placement entre les agences de Sarrebruck et Sarreguemines, créé le 15 novembre 2013.

L'exemple du service Strasbourg-Ortenau



Situé à deux pas du pont de l'Europe reliant Strasbourg à la ville allemande de Kehl, le service de placement de l'Eurodistrict Strasbourg-Ortenau il a ouvert ses portes en février 2013. **Il accueille les demandeurs d'emploi français et allemands afin de développer un marché de l'emploi commun** et lever les obstacles au placement franco-allemand pour assurer un équilibre entre offres et demandes de part et d'autre de la frontière ; **l'objectif est de réduire le chômage tout en aidant les entreprises dans leurs recrutements.**

Les résultats de la première année : 600 candidats français inscrits et plus de 3000 offres d'emploi allemandes publiées. Sur ces 600 candidats, plus de 200 ont trouvé un travail grâce à l'agence.

Contact : Cyprien FISCHER - Responsable service projets & partenariats - Pôle emploi Grand Est - cyprien.fischer@pole-emploi.fr

¹ Avec des taux dépassant les 10 et 11% dans les agglomérations de Strasbourg et Mulhouse.

² Entre Pôle Emploi Alsace et la direction régionale de l'Agence fédérale pour l'emploi de Bade-Wurtemberg d'une part, et par Pôle Emploi Lorraine et la direction régionale de l'Agence fédérale pour l'emploi de Sarre-Rhénanie-Palatinat d'autre part.

Réussir sans frontières (France-Allemagne)

Dans la région métropolitaine trinationale du Rhin supérieur, "Réussir sans frontières" permet d'apporter des solutions pour favoriser l'insertion sur le marché du travail transfrontalier en coordonnant et en adaptant la formation aux offres d'emploi vacantes.

La frontière franco-allemande Bade-Wurtemberg/Alsace est marquée par une disparité en termes d'employabilité. Côté allemand, les entreprises proposent nombre d'offres d'emploi qui peinent à trouver preneur quand, dans le même temps, un certain nombre d'alsaciens ne parvient à trouver de travail.

Porté par la Région Grand Est, "Compétences sans frontières" vise à apporter une formation adéquate aux demandeurs d'emploi français afin qu'ils puissent répondre aux offres d'emploi côté allemand. En promouvant la mobilité transfrontalière et en dotant les chômeurs d'un bagage de compétences solides et adaptées, le projet vise à la réussite par-delà les frontières en enravant le fléau du chômage.



Concrètement, le projet prévoit la création d'un site web bilingue (portail d'offres, de formations, et d'accompagnement franco-allemand), des formations professionnelles et d'apprentissage (parcours de formation sur-mesure, imprégnés de la double culture franco-allemande), des cours de langue et outils d'accompagnement des publics, des ateliers de soutien à la recherche d'emploi, des permanences franco-allemandes par des conseillers ainsi que des aides à la mobilité

Partenaires :

Allemands:

Ministerium für Verkehr und Infrastruktur Baden-Württemberg, Ministerium für Wirtschaft, Klimaschutz, Energie und Landesplanung Rheinland Pfalz, Industrie und Handelskammer Karlsruhe, Industrie und Handelskammer Hochrhein Bodensee, Industrie und Handelskammer der Pfalz, Industrie und Handelskammer Südlicher Oberrhein, Regionaldirektion Rheinland-Pfalz-Saarland der Bundesagentur für Arbeit, Regierungspräsidium Karlsruhe, TechnologieRegion Karlsruhe, Regierungspräsidium Freiburg Regionaldirektion Baden-Württemberg der Bundesagentur für Arbeit, Handwerkskammer Freiburg Landwirtschaftskammer Rheinland-Pfalz, Handwerkskammer Pfalz, Handwerkskammer Karlsruhe, Handwerkskammer Konstanz, Agentur für Arbeit Offenburg, Agentur für Arbeit Freiburg, Landesakademie für Fortbildung und Personalentwicklung an Schulen.

Franco-Allemands :

FEFA - Fondation Entente Franco-Allemande, OFAJ - Office franco-allemand pour la jeunesse, Eurodistrict PAMINA, Eurodistrict Strasbourg-Ortenau.

Français :

Rectorat de l'Académie de Strasbourg, DREAL Grand Est - Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Grand Est, Pôle Emploi, CMA - Chambre de métiers d'Alsace, Chambre d'Agriculture de Région Alsace, Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi, Maison de l'Emploi et de la Formation du bassin de Strasbourg, Chambre de commerce et d'industrie Alsace Eurométropole.

Objectifs :

- Améliorer la visibilité des opportunités de formations transfrontalières
- Assurer un accompagnement adapté des candidats à un projet professionnel transfrontalier
- Améliorer la cohérence et l'articulation entre l'offre de formation et la demande en main d'œuvre des entreprises (identification des jeunes et des demandeurs d'emploi souhaitant travailler en Allemagne et des entreprises allemandes prêtes à recruter, valorisation des compétences acquises en formation ou en emploi...)
- Renforcer la gouvernance et la coordination de la formation transfrontalière.



Programme européen : Interreg VA France-Allemagne-Suisse (Rhin supérieur)

Coût total : 4 000 000 €

Subventions européennes : 2 000 000 €

Contacts :

Christof HILIGARDT. +49 761 202 69 111. christof.hilligardt@eures-t-oberrhein.eu ;

Frédéric LEROY. +33 (0)3 67 68 01 00. frederic.leroy@eures-t-rhinsuperieur.eu

Site internet : <http://reussirsansfrontiere.eu>

Geofab Grand Genève (France-Suisse)

Lancé en 2017, le projet Interreg “Geofab du Grand Genève” a pour ambition d’aider les entrepreneurs établis de part et d’autre de la frontière franco-suisse sur le territoire du Grand Genève à créer de nouveaux services numériques grâce aux géodonnées du territoire transfrontalier.

Sur le territoire du Grand Genève, un grand nombre de **données numériques spatiales, cadastrales, géographiques a été collecté et structuré** avec une rigueur scientifique par le Système d’Information du Territoire à Genève (SITG) côté suisse notamment et par l’IGN, côté français.

Le principe est de faciliter **l’exploitation de ces géodonnées** en sélectionnant et en soutenant des projets numériques innovants franco-suisse. Suivant la qualité et l’évaluation des dossiers déposés, les porteurs de projets lauréats du concours pourront être accompagnés et bénéficier de 5 à 20 jours d’expertises pour leurs projets.

L’initiative vise à aider les porteurs de projet publics et privés à mettre sur le marché leurs **services numériques innovants**, et en ce sens, à développer le marché du numérique à une échelle transfrontalière. Le 1^{er} avril 2017, le premier d’une série de quatre appels à projets, qui s’espaçeront sur une durée de 2ans, a été lancé.

Partenaires :

- Canton de Genève
- ARC Syndicat mixte du Genevois français
- Université de Genève (UNIGE)

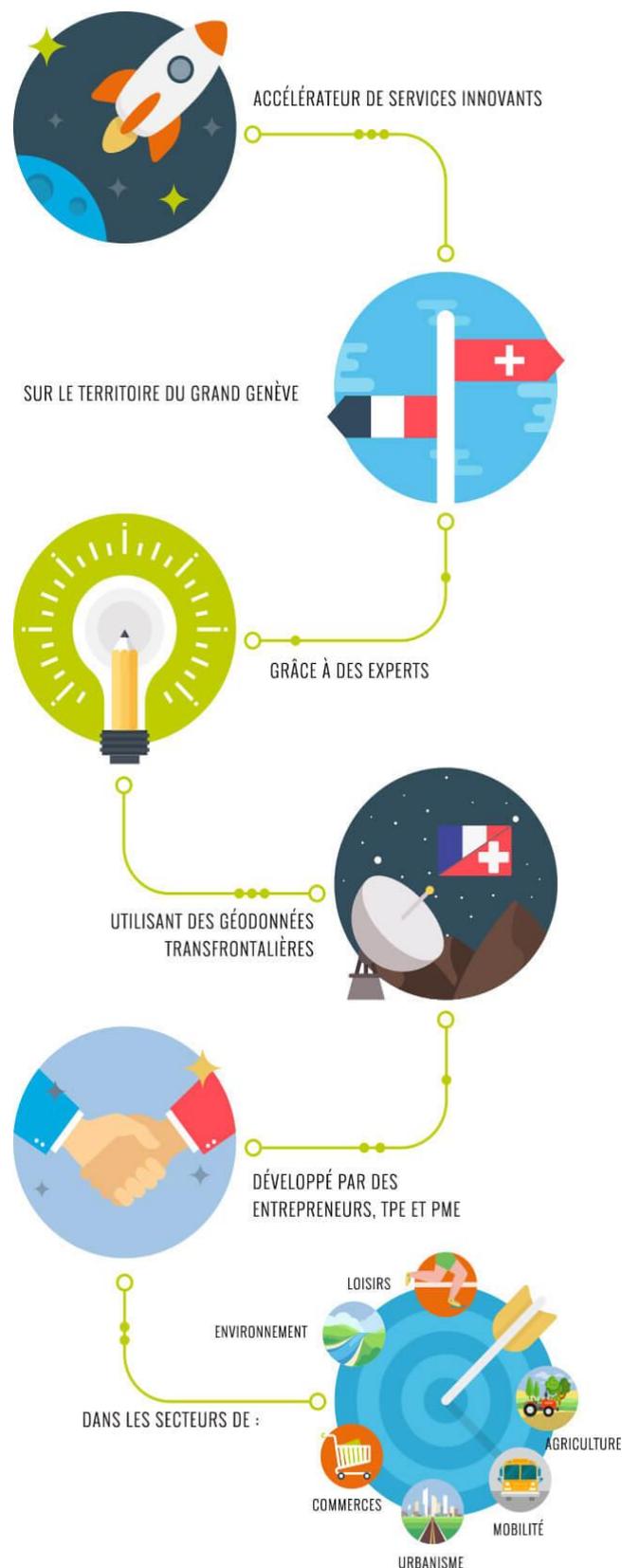
Fournisseurs des géo données :

- Confédération suisse
- Office fédéral de topographie Swisstopo
- Institut national de l’information géographique et forestière (IGN)
- Association pour le système d’information du Territoire Vaudois (ASIT VD)



Objectifs :

- Développer l'utilisation de **géodonnées transfrontalières** suisses et françaises par des entreprises existantes, des créateurs d'entreprises, ou des organisations publiques.
- **Favoriser une collaboration** transfrontalière en matière d'accès aux données du territoire, de création de données complémentaires et enrichies, et en créant un réseau d'experts pour accompagner les porteurs de projet.
- **Créer de la valeur ajoutée**, des activités économiques et de l'emploi au travers de solutions numériques innovantes dans de nombreux domaines.
- Faire en sorte que cette nouvelle valeur ajoutée soit source de développement économique, de développement social et favorisant la transition énergétique sur le Grand Genève.



Programme européen : Interreg VA France-Suisse

Contacts : Alexandre COQUOZ - Contact presse
- contact@geofab-grandgeneve.org -
+41 (0)7 88 30 20 60

Site internet : www.geofab-grandgeneve.org

CCI PIRINEUS MED - Impulser la coopération économique et les flux commerciaux entre la Catalogne, la France et l'Andorre. (France-Espagne- Andorre)

Impulser la coopération économique et les flux commerciaux entre la Catalogne, la France et l'Andorre, c'est là toute l'ambition du projet "CCI Pirineus Med" lancé en mai 2016. Les chambres de commerce et d'industrie de Lerida, de Perpignan, de Girona et d'Andorre se sont unies autour d'un même projet afin d'impulser et de promouvoir les relations des entreprises de ces quatre territoires à l'échelle d'un marché du travail transfrontalier.

Lorsqu'une entreprise souhaite ouvrir ses marchés, elle s'intéresse généralement aux marchés émergent avec un potentiel de croissance et de fait, se concentre trop souvent sur les opportunités offertes par le marché national, délaissant alors le marché du pays voisin.

L'union des chambres de commerce et d'industrie vise ainsi à **développer le marché transfrontalier et sa visibilité en véritable champ opportun des possibles**. En contribuant à la complémentarité des politiques publiques nationales, le projet offre, via une expertise des failles et obstacles, une aide précieuse de développement économique transfrontalier.



Le projet vise à **faciliter la mobilité et la cohésion** au sein de ces territoires, en favorisant les relations entre les PME et la création de partenariats transfrontaliers, en organisant des actions communes entre les territoires et en **supprimant, en somme, l'effet barrière** qui peut être induit par la présence d'une frontière.

Objectifs :

- **Promouvoir la coopération économique et les flux commerciaux** dans la zone transfrontalière.
- Prévoir des **mécanismes communs** permettant aux entreprises et aux professionnels de se développer à l'international.
- Encourager les **alliances stratégiques** entre les acteurs économiques concernés.

Programme européen : Interreg France-Espagne-Andorre (POCTEFA V)

Coût total : 1 271 000 €

Subventions européennes : 754 000 €

Contact : CCI Perpignan - +33 (0)4 68 35 98 71
perpignan@ccipirineusmed.com



LINKS UP – Créer des liens pour stimuler la croissance des start-up dans l'espace Sud-Ouest européen (France-Espagne)

Dans la continuité du projet "Creamed" lancé en 2012, qui avait permis la création d'un réseau de plus de 100 pépinières et 1 400 jeunes entreprises, le projet "LINKS UP" vise à soutenir la croissance et à créer des ponts entre les différentes start-ups de l'Eurorégion Pyrénées-Méditerranée.

L'espace sud-européen, à la frontière franco-espagnole, est un espace où fleurit un **écosystème entrepreneurial important et riche**. Cela étant, le contexte, si dynamique, propice à la création de start-up qu'il soit, ne présente pas moins nombre de problématiques pour les jeunes entreprises. Cela se traduit alors trop souvent par la disparition d'une multitude de jeunes sociétés.

Fort d'un constat d'un important **champ des possibles demeurant fragile**, le projet Links up, porté par l'Eurorégion Pyrénées-Méditerranée, vise à stimuler la croissance et la compétitivité en travaillant sur la mise en lien des entreprises en vue de leur pérennisation.

"Links up" a pour objectif la création d'un réseau de collaboration entre les régions participantes dans le but d'améliorer les échanges économiques et commerciaux entre les entreprises.

L'organisation du programme est faite en deux temps :

- Tout d'abord, une **phase d'analyse et de benchmarking**, les partenaires développeront différentes méthodologies communes et des outils de portée transnationale qui seront testés pendant l'exécution du projet et qui seront pérennisés.
- Par la suite, seront mise en place des **actions de connexion avec les besoins du marché et la spécialisation** des entreprises. Le projet se concentrera sur certains secteurs prioritaires : l'e-santé, l'e-tourisme, qui constituent des priorités politiques fortes pour l'Eurorégion. Une plateforme d'échange est mise en place en ce sens.

L'objectif est qu'à l'issue du projet, n'importe quelle entreprise du territoire puisse avoir une **vision claire des sources de financement disponibles** dans les différentes régions/pays et disposera d'une **cartographie précise** des acteurs dans les secteurs identifiés.

Partenaires :

- Fundació Balear d'Innovació i Tecnologia FBIT (IB- Islas Baleares)
- Agencia para la Competitividad de la Empresa (ACCIO) (CAT- Catalunya)
- Castres-Mazamet Technopole (Occitanie)
- Fundación Universidad Empresa (Murcia)
- Centro de Inovação Empresarial da Beira Interior (Portugal)

Objectifs : Le projet porte sur **3 axes principaux** :

- L'amélioration de l'accès au financement.
- L'amélioration du lien entre les produits des start-up et le marché.
- L'amélioration de la professionnalisation des entreprises grâce à la sectorialisation.

Programme européen : Interreg POCTEFA (France-Espagne-Andorre)

Coût total : 1 045 000 €

Subventions européennes : 783 750 €

Contact : Guillaume BENHAIEM, Responsable Administratif et Financier
guillaume.benhaiem@euroregio-epm.eu - +33 (0)5 61 10 20 40

SERVICES PUBLICS, SANTÉ, INCLUSION SOCIALE, SÉCURITÉ

Hôpital de Cerdagne : le premier hôpital transfrontalier d'Europe (France-Espagne)

L'hôpital transfrontalier de Cerdagne a ouvert ses portes en septembre 2014. Il s'agit du premier - et du seul - hôpital en Europe conçu et géré intégralement de manière transfrontalière.



Il se situe à Puigcerdá côté espagnol, en Cerdagne, à deux kilomètres de la frontière française, sur un terrain de 17 000 m² mis à disposition par la mairie de Puigcerdá.

Le projet est né du besoin de pallier le manque d'hôpital dans une région de montagne isolée où la population peut passer de 33 000 habitants hors saison à 150 000 en saison touristique.

L'équipement fournit notamment des soins d'urgence et d'obstétrique qui ne pouvaient jusqu'alors être pris en charge qu'à Perpignan, soit à plus de 100 km du territoire. L'hôpital dote également le territoire transfrontalier d'équipements sanitaires importants comme un IRM et un scanner.

L'établissement est transfrontalier tant dans sa construction que dans sa gestion. Il repose sur une culture commune qui intègre les avantages des systèmes français et espagnol, avec deux principes fondamentaux :

- Personnel français et espagnol (200 personnes à terme)
- Patients français et espagnols accueillis dans les mêmes conditions que dans leur pays

D'un point de vue juridique, la structure est portée par un Groupement européen de coopération territoriale (GECT). Un règlement intérieur lui permet de gérer les fonds provenant des deux États et des deux systèmes de sécurité sociale. Les statuts du GECT définissent également le circuit du remboursement des soins et la tarification.

Une répartition des secteurs permet à la structure de bénéficier des meilleures pratiques des deux côtés. Par exemple les prestations de radio sont réalisées par l'hôpital de Perpignan sous la forme d'une prestation de service, la filière gériatrique et la rééducation sont quant à elles gérées par le "Pôle sanitaire cerdan", antenne construite côté français. Ce pôle, géré par un Groupement de Coopération Sanitaire (GCS) dont le GECT fait partie, assure également les prestations logistiques de l'hôpital comme le ménage, les repas ou les espaces verts.

Des questions particulièrement complexes liées à la présence de la frontière ont dû être traitées comme celles des naissances (et de l'inscription à l'état civil) ou encore celle du rapatriement des corps de l'autre côté en cas de décès.

En avril 2016, l'Hôpital a reçu le prix européen "Building Europe across borders" octroyé par le Comité des Régions tous les deux ans au meilleur projet porté par un GECT.

Le jury chargé de la remise du prix s'est déclaré « impressionné par les dimensions du projet, qui va au-delà de la plupart des travaux de coopération transfrontalière et qui apporte une valeur authentique ajoutée à la vie quotidienne des citoyens ».



Quelques dates clés :

- 2003 : lancement du projet
- 2010 : création du GECT
- 2014 : inauguration

Programme européen : Interreg IV A France Espagne

Coût : 31 millions d'euros d'investissement.

Subventions européennes : à hauteur de 65%

Contact : Xavier FAURE - Directeur de projet, Direction générale de l'Agence Régionale de Santé Occitanie - xavier.faure@ars.sante.fr

Site Internet : www.hcerdanya.eu

ALARM - Pour une sécurité sans frontières (France-Belgique)

Succédant au projet "APPORT" (Aide à la Préparation des Plans Opérationnels des Risques Transfrontaliers) lancé en 2010 à l'initiative du gouverneur de la province du Hainaut et du préfet de la région Nord – Pas-de-Calais, le projet Interreg France-Wallonie-Vlaanderen "ALARM" a été officiellement lancé le 1er octobre 2016. Ce dernier, porté par le service départemental d'incendie et de secours du Nord (SDIS Nord), vise à améliorer les échanges entre services de secours de part et d'autre de la frontière franco-belge pour une réponse plus efficace aux situations de crise (Inondations, accidents de la route, risques industriels, etc.).

Dépasser la frontière pour une réponse plus efficace, c'est en ces termes que pourraient se résumer bon nombre de projets transfrontaliers mais plus encore celui-ci. En effet, la frontière "administrative" ne prévient pas les risques sécuritaires (Inondations, accidents de la route, risques industriels) qui touchent tous les habitants de la zone transfrontalière, qu'ils se trouvent en France ou en Belgique.

Les conséquences d'une catastrophe naturelle ou d'un accident technologique ou industriel ne s'arrêtant pas aux frontières d'un pays, les **secours doivent en effet être en mesure d'intervenir rapidement**, de se coordonner, d'avoir la même analyse du risque et de s'entendre sur la réponse à apporter.



Séminaire de lancement du projet ALARM, le 31 janvier 2017

En ce sens, le projet prévoit la mise en place d'une plate-forme d'échange d'informations commune afin de développer une **coopération opérationnelle « au quotidien »** entre les sapeurs-pompiers français et belges. De même, la réalisation d'une cartographie des risques transfrontaliers permettra d'avoir une vue d'ensemble.

L'élaboration d'un schéma transfrontalier d'analyse et de couverture des risques (STACR) permettant aux sapeurs-pompiers français et belges d'intervenir ensemble en situation d'urgence et la pratique d'exercices et d'entraînements de grande ampleur seront également mis en place pour faciliter la mise en place du projet. Enfin, des **formations et des actions de sensibilisation** à destination des services de secours et des élus verront le jour afin de développer une **culture commune d'assistance transfrontalière**.

Partenaires : 26 partenaires français et belges :

Institutionnels :

- Préfet de la zone de défense Nord
- Gouverneurs de la province de Flandre occidentale et de la province de Hainaut
- Métropole Européenne de Lille

Opérationnels :

7 zones de secours belges :

- Zone de secours Hainaut Ouest
- Zone de secours Hainaut Centre
- Zone de secours Hainaut Est
- Zone de secours Westhoek
- Zone de secours Fluvia
- Zone de secours Luxembourg
- Zone de secours DINAPHI
- Services départementaux d'incendie et de secours de l'Aisne, des Ardennes et du Nord

Techniques et scientifiques :

- Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Hauts-de-France
- Institut Scientifique de Service Public (ISSeP)
- Agence d'Information de Flandre
- Agence pour les services maritimes et côtiers



Responsables et experts de la mise en œuvre des politiques de sécurité civile.

Objectifs :

3 axes principaux ont été mis en avant pour le projet ALARM, à savoir :

- La gestion intégrée des risques (naturels, technologiques et humains) de part et d'autre de la frontière.
- La coopération opérationnelle au quotidien.
- La sensibilisation des pouvoirs locaux et des populations. Le projet "ALARM" impliquera les élus, les maires français et les bourgmestres belges pour les soutenir dans leur rôle de sensibilisation auprès de la population.

Programme européen : Interreg V France-Wallonie-Vlaanderen

Coût : 2 868 758 €

Subventions européennes : 1 434 379 €

Contact :

- Service Départemental d'Incendie et de Secours du Nord
18, rue de Pas - CS20068 59028 Lille Cedex - +33 (0)3 28 82 28 59
- **Contact presse :** Service régional de la communication interministérielle Tel +33 (0)3 20 30 52 50
pref-communication@nord.gouv.fr

La maison de la petite enfance transfrontalière à Strasbourg-Kehl (France-Allemagne)

La "Maison de la petite enfance transfrontalière" a ouvert ses portes en avril 2014 à Strasbourg-Kehl. Elle accueille soixante enfants (30 places destinées à l'accueil des enfants résidant à Strasbourg et 30 places destinées à l'accueil des enfants résidant à Kehl) pour leur offrir une éducation bilingue et multiculturelle dès le plus jeune âge. Les enfants âgés de 3 mois à 4 ans viennent pour moitié de Strasbourg, pour moitié de Kehl.



L'initiative est née d'un besoin commun des deux villes de disposer de places d'accueil collectives supplémentaires, afin de répondre à une demande croissante de la population, et d'une volonté politique forte, de créer une crèche transfrontalière au cœur de l'agglomération transfrontalière.

L'objectif est également de favoriser, dès le plus jeune âge, la connaissance de l'autre via le bilinguisme et les échanges culturels au sein d'une même structure.

L'équipement commun est transfrontalier par sa situation géographique, à proximité immédiate du Pont de l'Europe reliant les deux villes, mais également par sa **dimension pédagogique** et architecturale qui conjugue les approches françaises et allemandes en matière d'accueil des jeunes enfants. Le personnel de l'équipement est bilingue. Dans le cadre de ce projet, l'association AASBR (Accueillir, Animer, Stimuler, Bouger, Rire), l'enfance au cœur, retenue dans le cadre de la délégation de service public effectuée par la Ville de Strasbourg, gère l'équipe de professionnels français. La Ville de Kehl prend directement en charge la gestion des professionnels allemands.

Hautement symbolique de la construction d'une citoyenneté européenne, il s'agit d'un projet-pilote qui a vocation à nourrir les échanges d'expériences avec d'autres frontières en Europe.

Partenaires :

- Ville de Kehl
- Ville de Strasbourg
- Département du Bas-Rhin
- Caisse d'allocations familiales.

Programme européen (co-financement) : Interreg IVA Rhin Supérieur

Coût total : 3 360 000 €

Subventions européennes : 1 680 000 €

Contact : AASBR (Accueillir, Animer, Stimuler, Bouger, Rire) - L'enfance au cœur, association
20 rue du maréchal Lefebvre - BP20183 - 67022 Strasbourg cedex1 - Tél. +33 (0)3 88 65 67 40

Site Internet : <http://www.aasbr.fr/association-gestionnaire-de-structures-d-accueil-petite-enfance.htm>

MARGE, inscrire les quartiers marginalisés dans l'espace du Rhin supérieur (France-Allemagne)

Porté par l'École Supérieure en Travail Educatif et Sociale de Strasbourg (ESTES), la Katholische Hochschule Freiburg et la Fachhochschule Nordwestschweiz, le projet "Marge", vise à permettre à l'ensemble des professionnels actifs dans 9 quartiers marginalisés du Rhin supérieur de bénéficier d'une ouverture transfrontalière et des connaissances acquises grâce à ce projet.



Pour répondre aux défis posés par les quartiers marginalisés en périphérie des grandes métropoles, l'État et les collectivités territoriales françaises, allemandes et suisses développent depuis de nombreuses années des programmes. Mais ces différents acteurs publics ne se connaissent pas et ne peuvent profiter des potentiels d'innovation de leurs voisins.

Fort de ce constat de méconnaissance entravant une coopération efficace, le projet "MARGE" vise à l'établissement d'une stratégie commune autour d'un projet d'échange, de recherche et de formation.

Le projet doit ainsi aboutir à **la constitution d'une boîte à outils** à l'usage des professionnels du travail social de part et d'autre de la frontière. Il prévoit un **échange régulier des acteurs concernés** (responsables des programmes de développement social urbain et de rénovation urbaine, acteurs du secteur de l'intervention sociale dans les quartiers, chercheurs des trois Écoles en question) ; un **recensement de bonnes pratiques et techniques innovantes** et leurs transferts dans les neuf quartiers et la création d'une formation trinationale à destination des professionnels des administrations et de l'intervention sociale pour la promotion des compétences transfrontalières.

Partenaires :

Français:

École supérieure en travail éducatif et social de Strasbourg (ESTES) ; Eurométropole de Strasbourg ; Préfecture Région Grand Est ; Préfecture du Bas-Rhin ; Région Grand Est ; Observatoire Régional de l'Intégration et de la Ville (ORIV) ; Association Régionale spécialisée d'action sociale d'éducation et d'animation (ARSEA) ; Eurodistrict Strasbourg-Ortenau ; Ville de Saverne

Franco-allemands:

Office Franco-allemand pour la Jeunesse (OFAJ) ; Fondation Entente Franco-Allemande (FEFA) ; Jeunes Equipes d'Education Populaire (JEEP)

Allemands:

Katholische Hochschule Freiburg; Stadt Kehl; Hochschule für öffentliche Verwaltung Kehl ; Forum Weingarten e.V; Nachbarschaftswerk e.V; Landesnetzwerk Soziale Stadtentwicklung und GWA; Rheinland-Pfalz; Landesarbeitsgemeinschaft Soziale Stadtentwicklung und Gemeinwesenarbeit in Baden-Württemberg; Freiburger Arbeitsgemeinschaft Gemeinwesenarbeit.

Suisses:

Fachhochschule Nordwestschweiz ; Soziokultur Schweiz - Stiftung für soziokulturelle Entwicklung und Partizipation; Plattform GSR - Forum für Gemeinde-, Stadt- und Regionalentwicklung; Kanton Basel-Stadt ; Gemeindeverwaltung Pratteln ; Gemeinde Suhr ; Confédération Suisse ; Canton d'Argovie ; Canton Bâle-Campagne ; Canton Bâle-Ville (NPR/CTE).

Objectifs:

- Engager une concertation et un rapprochement des acteurs du Rhin supérieur par un échange, une connaissance mutuelle et un transfert des pratiques et des méthodes sur le long terme afin d'initier une perspective transfrontalière d'un développement social urbain intégré.
- Thématiser dans une perspective transfrontalière les défis et difficultés similaires vécus par les quartiers marginalisés.
- Initier de nouvelles formes de coopération entre les acteurs concernés du secteur politique, administratif et social.

Programme européen : Interreg V Rhin supérieur

Coût total : 1 366 321 €

Subventions européennes : 588 889 €

Contacts : Lucrèce GNIMADI

recherche@estes.fr - + 33 (0) 3 88 21 26 95

Site internet : <http://www.marge-trinational.eu/>

URBANISME, AMENAGEMENT, TRANSPORTS

Un tramway transfrontalier entre Strasbourg et Kehl (France-Allemagne)

La construction d'une liaison de tramway entre Strasbourg et Kehl représente un enjeu stratégique pour le développement du territoire transfrontalier de l'Eurodistrict Strasbourg-Ortenau. Les premières études ont été réalisées en 2008. La mise en service de l'extension a eu lieu le 29 avril 2017 à la gare de Kehl. Une extension supplémentaire de l'infrastructure jusqu'à la mairie de Kehl cette fois sera mise en service à l'horizon fin 2017.



Les flux entre Strasbourg et Kehl se font essentiellement en voiture individuelle, induisant des phénomènes de congestion et de pollution. Cette situation détériore les flux franco-allemands travail/loisirs –domicile.

La nouvelle liaison, qui consiste au **prolongement de la ligne D** du tramway strasbourgeois vers la gare de Kehl, permet de faciliter la mobilité entre les deux villes. A travers la mise en service de la rame de tramway, les échanges et flux sont facilités et la vie des habitants se voulant impacter de manière positive.

Le projet a impliqué la construction, en 2015, d'un **nouveau pont sur le Rhin baptisé « Beatus Rhenanus »** (du nom d'un écrivain, éditeur, humaniste et philosophe né le 22 août 1485 à Sélestat et mort à Strasbourg le 20 juillet 1547).

Cette stratégie « rhénane » s'accompagne de la construction de 10 000 logements sur près de 250 hectares et de 8 nouvelles stations de tramway. Elle doit générer plus de 8 500 emplois.

Le projet d'extension se justifie également par de nombreuses opérations d'urbanisation à l'Est de Strasbourg, notamment le projet d'« **éco-cité Strasbourg-Métropole des deux rives** » qui a pour ambition d'établir les fondements d'une métropole durable, attractive, solidaire et ouverte sur le Rhin et l'Europe.

Ce projet emblématique de tramway n'est cependant pas sans rappeler un précédent historique. De 1896 à 1945, un tramway reliait déjà les deux rives du Rhin. A l'issue de la guerre, la liaison fut rompue.

**72 ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale –
symbole d'une Europe sans frontières**

Il aura donc fallu attendre 72 ans avant de pouvoir traverser le Rhin en tramway. L'extension a eu lieu le 29 avril 2017 en présence de Roland Ries et Toni Vetrano, maires respectifs des villes de Strasbourg et Kehl. C'est une étape essentielle et historique, celle d'une symbolique forte pour le couple franco-allemand et celle d'une Europe sans frontières.

Les partenaires principaux :

- Compagnie des Transports Strasbourgeois (CTS)
- Eurométropole de Strasbourg
- Eurodistrict Strasbourg-Ortenau
- Tarifverbund Ortenau GmbH - Startseite
- Ville de Kehl



Le coût du projet jusqu'à la gare de Kehl

- **Strasbourg** (jusqu'à la frontière) : 67 M euros
- **Kehl** (depuis la frontière) : 23 M euros (jusqu'à la Gare de Kehl) / 38 M euros (extension vers la Mairie de Kehl)

Les cofinancements

- **Financements français** (jusqu'à la frontière) :
État : 10 M euros
Département du Bas-Rhin : 0,5 M euros
Eurodistrict : 0,1 M euros
Programme européen INTERREG IV : 1,625 M euros
Total : 14,125 M euros
- **Financements allemands** (depuis la frontière, jusqu'à la Mairie de Kehl) :
Land: 6,2 M euros
Bund: 19 M euros
Programme européen INTERREG IV : 1,625 M euros
Total : 26,825 M euros

Contact: Jean-Baptiste SCHIBER - Eurométropole de Strasbourg - Direction des Relations Européennes et Internationales - Jean-Baptiste.schiber@strasbourg.eu - +33 (0) 3 68 98 74 15-

Site internet : www.strasbourg.eu www.eurodistrict.eu

KUSSBUS (Grande Région)

Kussbus, projet d'une Start-up luxembourgeoise du même nom, est un service écologique et économique de navettes porte-à-porte, assurant le trajet quotidien du domicile au travail sur le territoire transfrontalier Luxembourg-Belgique-France-Allemagne. Ces trajets sont définis de manière dynamique sur base de la demande des utilisateurs et se font de l'un des trois pays vers et depuis le Grand-Duché.

L'objectif est d'améliorer, au quotidien, la circulation au sein de cette région qui concentre de nombreux déplacements de frontaliers. Partant du constat que 80% de ces frontaliers préfèrent la voiture pour se rendre au travail et sont le plus souvent seuls à bord. Avec un service porte-à-porte, Kussbus propose ainsi une alternative à la voiture privée, ainsi qu'un suivi en temps réel (des bus et horaires) via une application smartphone. L'algorithme de Kussbus optimise les trajets et définit un arrêt commun pour plusieurs utilisateurs, près de leur domicile ou lieu de travail tout en assurant des prix économiques sans changement, avec place assise garantie et une connexion Wi-Fi gratuite, ce qui permet aux utilisateurs de mieux profiter de leur temps de trajet.

Objectifs :

- Améliorer la mobilité sur les routes transfrontalières luxembourgeoise, française, belges et allemandes en offrant aux travailleurs nationaux et transfrontaliers un mode de transport écologique et plus confortable pour leur trajet domicile-travail.
- Proposer une alternative au véhicule privé, avec un service de porte à porte.



Dates clefs :

- **Fin 2016** : Campagne de promotion du service (avec plus de 5 600 inscriptions en décembre 2016)
- **Fin 2017** : Première phase test
- **Janvier 2018** : Lancement du service

Contact : Nicolas BACK – nicolas.back@kussbus.lu

Site internet : www.kussbus.lu

TRANSFORMUGA, calculateur d'itinéraires (France-Espagne)

Porté par l'Eurorégion Aquitaine-Euskadi-Navarre, le projet "Transformuga n°1", lancé en septembre 2012, visait à établir une connaissance actualisée et approfondie de l'ensemble des déplacements transfrontaliers de personnes à l'échelle du corridor Bayonne-Donostia.

Après avoir identifié que plus de 24 000 véhicules franchissent chaque jour la frontière franco-espagnole, dont 70% à proximité dans les seules villes d'Hendaye, Fontarrabie et Irun, l'Eurorégion préconisait différentes actions très concrètes pour améliorer la mobilité :

- créer un réseau **d'autobus** transfrontaliers entre Hendaye et Irun. En Septembre 2016, le réseau Hegobus a pour la première fois prolongé deux de ses lignes vers Irun,
- prolonger les **autocars** interurbains Bayonne-Hendaye jusqu'à Irun : la ligne 816 Euskadi Express qui relie Bayonne à Hendaye a ainsi été inaugurée en Janvier 2015 dans le cadre de ce projet,
- améliorer les correspondances entre **trains français et basques-espagnols** : de nombreuses actions concrètes ont été menées en gare d'Hendaye, et l'Eurorégion s'est vue confié le pilotage d'une ambitieux de projet de gare transfrontalière et multimodale,
- améliorer **l'information voyageurs** transfrontalière : l'Eurorégion a créé, développé et gère un portail d'information voyageurs multilingue, multimodal et transfrontalier. Plus de 300 000 pages vues depuis son lancement, et 130 000 utilisateurs l'ayant utilisé.

Enfin, en avril 2017, Transformuga a mis à disposition un calculateur d'itinéraire, qui propose toutes les solutions permettant de se rendre d'un point A à un point B sur le territoire de l'Eurorégion Aquitaine-Euskadi-Navarre.

En 2017, l'Eurorégion a lancé un second volet de son étude, Transformuga n°2, afin de poursuivre et d'amplifier certaines actions déjà engagées.

Les objectifs sont de continuer à améliorer la mobilité ferroviaire, engager une réflexion importante sur le développement des autocars transfrontaliers, et enfin, alimenter le système d'information voyageurs avec des données de qualité, et ouvertes. Pour ce faire, quatre études sont en cours :

- la première vise à étudier les aspects **juridiques** quant à la création, demain, d'une **offre ferroviaire transfrontalière** sans rupture de charges, entre nord et sud,
- la seconde vise à étudier, sur le même principe, le **marché** potentiel de voyageurs,
- la troisième propose de réfléchir à la montée en puissance des liaisons en **autocar** par voie rapide (autoroute) pour relier le nord et le sud de la frontière,
- enfin, le quatrième volet engage l'Eurorégion dans un vaste processus d'**Open Data Transport**, afin d'alimenter son calculateur d'itinéraires avec des données ouvertes et de qualité.



Objectifs :

Phase 1 : quantifier et qualifier la mobilité transfrontalière, proposer des actions concrètes,

Phase 2 : expertiser le futur modèle ferroviaire, développer les liaisons par autocar, améliorer l'information voyageurs,

Partenaires :

Phase 1 : Euskotren Participaciones S.A, Agence d'Urbanisme Atlantique et Pyrénées (AUDAP), Instituto Vasco de Logistica y Movilidad Sostenible

Phase 2 : FFE (marché n°1), Sener (marché n°2), Systra/Sennse (marché n°3), Okina/ODS/Estia (Marché n°4)

Programme européen : Interreg IVA Espagne France Andorre / POCTEFA

Coût total de l'opération :

Phase 1 : 390 000 € dont 65% d'aide européenne

Phase 2 : 839 000 € dont 65% d'aide européenne

Contact : Julien DE LABACA - Eurorégion Aquitaine-Euskadi-Navarre

julien.delabaca@aquitaine-euskadi.eu

Site internet : <http://www.transfermuga.eu/fr/>

Développement durable, environnement, espaces naturels

Contrats de corridors biologiques sur l'espace franco-valdo-genevois (France-Suisse)

L'accroissement de la population, des entreprises, des logements et des infrastructures sur le territoire franco-valdo-genevois pose la question de la gestion du territoire dans sa dimension "naturelle".

Les contrats de corridors biologiques visent ainsi à la préservation et à la restauration des espaces naturels, éléments de liaison indispensables entre les différents milieux pour permettre le déplacement des espèces (par exemple les bandes boisées, les haies, les cours d'eau, les ponts ou passages sous les voies de communication, etc.).

Pour répondre à cet enjeu dépassant les frontières étatiques, la France et la Suisse ont mis en place un modèle de contrat afin que les différents protagonistes coopèrent dans ce domaine. Ainsi, plusieurs contrats de corridors biologiques ont été mis en place dès juillet 2006 par la Région Auvergne Rhône-Alpes et les communes concernées.

Concrètement, une convention entre partenaires privés, collectivités et associations propose un programme d'actions planifié sur cinq ans divisé en quatre volets, réglementaire (REG), travaux (TRA), étude (ETU) et animation (ANI).

Objectifs :

- Inscrire les corridors biologiques dans les documents de planification et permettre ainsi le maintien de connexions biologiques à long terme, à différentes échelles, aussi bien locales que régionales (par exemple maintien des connexions entre le Jura et les Alpes via le Vuache et le Salève).
- Assurer le franchissement des infrastructures de mobilité par les animaux.
- Préserver et gérer les espaces de valeur patrimoniale ou les espaces plus ordinaires.
- Intégrer la nature dans les espaces urbanisés.
- Communiquer et sensibiliser sur les corridors biologiques par la mise en place d'actions envers les élus, les scolaires, les habitants, etc.

Partenaires : Région Auvergne Rhône-Alpes, Conseils généraux de l'Ain et de la Haute-Savoie, Agence de l'eau RMC

Pour le contrat "Arve-Lac" :

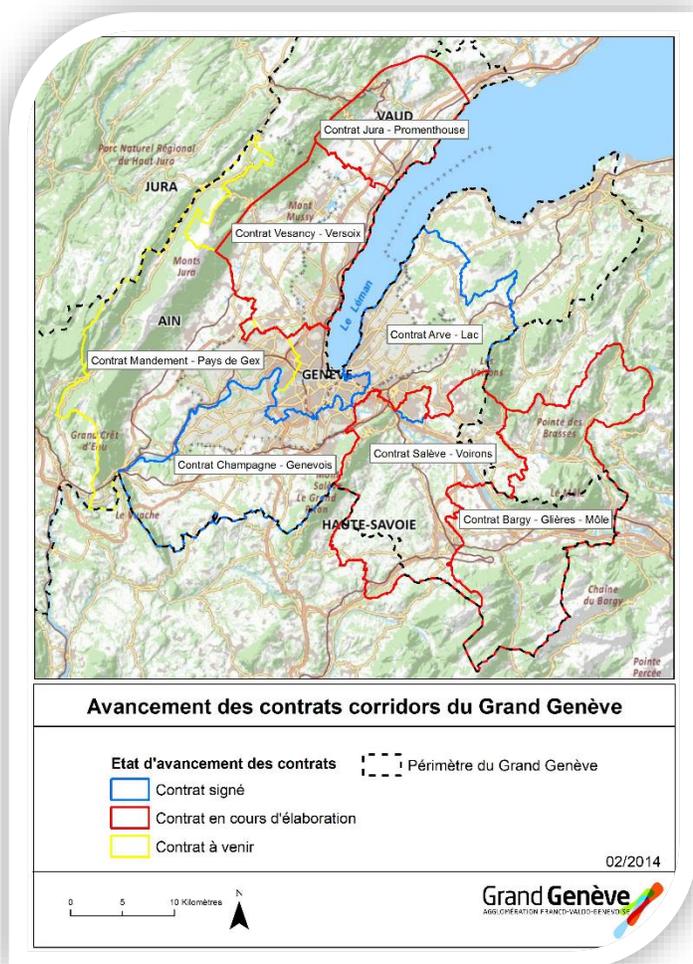
- Annemasse - Les Voirons Agglomération, pour la France
- République et Canton de Genève, pour la Suisse

Pour le contrat "Versancy-Versoix" :

- Communauté de communes du Pays de Gex, pour la France
- République et Canton de Genève, pour la Suisse (Genève)
- Conseil régional du district de Nyon, pour la Suisse (Vaud)

Pour le contrat "Champagne-Genevois" :

- Communauté de communes du Genevois, pour la France
- République et Canton de Genève, pour la Suisse



Aujourd'hui, plusieurs contrats ont été signés

- [Contrat "Arve-Lac" \(2012\)](#)
- [Contrat "Champagne-Genevois" \(2012\)](#)
- [Contrat "Vesancy-Versoix" \(2014\)](#)

Ces projets représentent une première concrétisation du travail mené. D'autres contrats sont prévus à l'échelle du Grand Genève:

- Contrat "Bargy-Glières-Môle"
- Contrat "Mandement-Pays de Gex"
- Contrat "Promenthouse"
- Contrat "Salève-Voirons"

Site internet :

<http://www.grand-geneve.org/concretement/realisations/nature-paysage>

MAREA, prévention des risques côtiers sur le littoral franco-basque (France-Espagne)

Le projet "MAREA" (Modélisations et Aide à la décision face aux Risques côtiers en Euskal Atlantique) a été retenu dans le cadre de l'appel à projet Interreg POCTEFA sur l'axe « adaptation au changement climatique et gestion des risques naturels » et vise à mieux comprendre les épisodes de tempêtes des 50 dernières années sur la côte basque afin de prévenir des risques de submersion marine et d'érosion côtière grâce à la mise en place d'outils plus performants.

Porté par des collectivités et des scientifiques, membres du GIS Littoral Basque, le projet repose sur un partenariat transfrontalier où les collectivités de la côte basque ainsi que les scientifiques, publics et privés, œuvrent ensemble depuis 2013. L'objectif est de faire converger les énergies afin de bâtir des projets transfrontaliers voués à préserver le littoral.



Le projet vise à :

- Qualifier et quantifier les événements tempétueux passés et présents à l'échelle de la côte basque (analyses statistiques, recensement des impacts, caractérisation de l'hydrodynamisme, etc.).
- Mettre en place et mutualiser des systèmes d'observation et de suivi en temps réel du littoral (bathymétrie par vidéo, stations météo, courantomètres, mesures des niveaux d'eau extrêmes, etc.) afin d'étudier les phénomènes de submersion et d'érosion dans un contexte de changement climatique.
- Développer des outils de modélisation et de prévision des états de mer à haute résolution spatiale, en complément des alertes officielles, afin d'aider les gestionnaires à optimiser le déploiement des moyens de protection.
- Analyser les origines des stocks sédimentaires et les effets des tempêtes sur leurs dynamiques.
- Intégrer une réflexion sur la perception des risques côtiers et sur les stratégies de communication.

Partenaires : Agglomération Sud Pays Basque, Suez Eau France, Rivages Pro Tech, Université de Pau et des Pays de l'Adour, Fundacion Azti – Azti Fundazioa, Dirección de Atención de Emergencia y Meteorología, Departamento de Seguridad, Eusko

Programme européen : Interreg POCTEFA

Coût total : 1 545 035 €

Subventions européennes : 1 004 273 €

Contact : Caroline LUMMERT – Coordinatrice scientifique du GIS Littoral Basque

c.lummert@agglo-cotebasque.fr - +33 (0)5 59 44 74 35

Site internet : <https://www.poctefa.eu/fr>

VELOVISO, itinéraires à vélo autour du Mont Viso (France-Italie)

Lancé en 2016, le projet "VéloViso" prévoit de valoriser de manière conjointe les circuits de cyclotourismes transfrontaliers qui s'étendent de Saluzzo à Serre-Ponçon à travers des activités de promotion commune, l'usage des technologies de l'information et de la communication ainsi que l'implication des opérateurs du secteur touristique.

Ces derniers doivent contribuer à la pérennisation des résultats, grâce à des protocoles d'accord destinés à faciliter la gestion et la promotion conjointe des produits touristiques liés au cyclotourisme.

À travers 3000 km et sur environ 125 parcours identifiés autour du Mont Viso, le projet Alcotra envisage le vélo comme un support du développement territorial. En cela, l'objectif est de favoriser le développement d'un éco-système d'excellence en associant un ensemble d'acteurs : collectivités territoriales, hébergeurs, loueurs de vélo, organisateurs d'événements cyclistes, etc. et en favorisant la mise en réseaux des parcours, des territoires en exploitant toutes leurs potentialités

Ce projet vise à soutenir et financer des projets dans les domaines suivants :

- Le développement économique et l'innovation,
- La protection et la gestion du patrimoine,
- La qualité de vie (service à la population, transport, culture, éducation et formation, emploi).



Les partenaires du projet sont :

- Commune de Saluzzo
- Communauté de communes du Guillemois et du Queyras

Programme européen : Interreg VA France Italie
ALCOTRA

Coût total de l'opération :
1 040 349 €

Subventions européennes : 884 296,97 €

Contact : Emilio SIDOLI - Commune de Saluzzo
emilio.sidoli@comune.saluzzo.cn.it

Site internet : <http://www.interreg-alcotra.eu/fr/decouvrir-alcotra/les-projets-finances/veloviso>

PASSAGE, renforcer le développement bas-carbone des régions maritimes frontalières

Le projet PASSAGE (Public Authorities Supporting low-carbon Growth in European maritime border regions), lancé le 12 mai 2016 à Boulogne-sur-mer, se base sur le constat que les détroits d'Europe, cœurs des régions maritimes frontalières, sont d'importants points de passage qui concentrent flux et activités et génèrent une importante pression carbone. L'objectif du projet est d'améliorer la prise en compte de ce défi sur 5 frontières maritimes.

Ce projet s'inscrit dans le cadre de l'Initiative des détroits d'Europe impulsée en 2010 par le Département du Pas-de-Calais, qui s'est engagé en tant que chef de file du projet PASSAGE cofinancé à 85% par le Fonds Européen pour le Développement Régional (FEDER) via le programme Interreg Europe pendant 4 ans (2016-2020).

Le projet, organisé en deux phases, permettra à la fois d'établir un état des lieux de la situation dans chaque détroit en favorisant des échanges réguliers, notamment de bonnes pratiques ou d'expériences positives comme négatives, mais aussi de définir un plan d'actions global qui concrétisera le projet dans les territoires de chaque partenaire.



Coût de l'opération : 1,9 millions d'euros, partagés entre les 11 partenaires du projet

Les frontières maritimes concernées et les principaux partenaires du projet :

- Le détroit du Pas de Calais (frontière maritime franco-britannique), avec l'implication du Département du Pas-de-Calais (France) et du Comté du Kent (Royaume-Uni)
- Le Golfe de Finlande (en Baltique centrale), impliquant le Conseil régional d'Helsinki-Uusimaa (Finlande) et le Gouvernement du Comté d'Harju (Estonie)
- Le détroit du Fehmarn (frontière maritime germano-danoise) avec l'implication du Fehmarn Development (Danemark)
- Le Canal de Corse, entre la France et l'Italie, avec les chambres de commerce de Livourne (Italie) et de Bastia Haute-Corse (France)
- Les détroits d'Otrante et de Corfou, avec la Province de Lecce (Italie), la Région Vlora (Albanie), la Région des Iles Ioniennes (Grèce) et InnoPolis (Grèce).

Contact :

Colette MARIE - Département du Pas-de-Calais - Direction Europe et International

Marie.colette@pasdecalais.fr - +33 (0)3 21 21 92 03

Site internet : <https://www.interregeurope.eu/passage/>

EDUCATION, CULTURE, TOURISME

Jeu numérique transfrontalier « Le Passe-partout » (France-Allemagne)

Initié par l'Eurodistrict PAMINA le jeu numérique « Le Passe-Partout » est un projet qui vise à faire avancer et à promouvoir, dans un cadre scolaire, le bilinguisme et l'identification à la région transfrontalière.

Cette initiative doit permettre à des élèves scolarisés en écoles primaires de découvrir la région du Rhin Supérieur de manière ludique, grâce à un jeu numérique pédagogique, dès l'âge de 9 ans.

Disponible en ligne à partir de septembre 2017 pour le territoire de l'Eurodistrict PAMINA, « Le Passe-Partout » sera ensuite élargi à l'ensemble du territoire du Rhin Supérieur au cours de l'année 2018. Ce jeu en ligne est une évolution d'un projet de jeu de société préexistant, datant de 2012, créé et testé, cependant l'Eurodistrict a préféré le présenter sous forme numérique.

Le « Passe-Partout » doit permettre aux élèves de voyager à travers le Rhin Supérieur, territoire divisé en quatre Eurodistricts. Lorsqu'un joueur arrive dans une ville ou un lieu spécifique, des énigmes ou défis autour du lieu, de son histoire et de sa culture sont à résoudre. Tout au long de la partie, les élèves seront incités à résoudre les défis dans la langue étrangère même si le jeu reste accessible aux joueurs ne maîtrisant pas une des deux langues.



Le projet prévoit :

- La mise en place d'un tandem pilote se composant d'une classe de la Pestalozzischule à Landau en Palatinat et d'une classe de l'Ecole primaire de Schweighouse pour la phase de développement ;
- L'organisation de rencontres de classes transfrontalières : dans le but de développer de manière conjointe le jeu (directement par les utilisateurs : élèves et enseignants). Le projet prévoit de soutenir financièrement ces rencontres et donc de favoriser un échange direct.

Principaux partenaires : Eurodistrict Strasbourg-Ortenau ; Eurodistrict Region Freiburg / Centre et Sud Alsace (représenté par le Landkreis Breisgau-Hochschwarzwald) ; Eurodistrict Trinationnel de Bâle ; Ministère de l'Education du Land Rheinland-Pfalz ; Réseau Canopé (sous la tutelle du Ministère de l'Education nationale et qui est chargé du développement du jeu numérique).

Le calendrier du projet

Janvier 2017 - Juin 2017 : Conception et développement technique du jeu numérique par Canopé

Rentrée 2017 : Mise en ligne du jeu et utilisation dans l'espace PAMINA

Octobre 2017 et janvier 2018 : Présentation du jeu et formations pour enseignants dans l'espace PAMINA

Rentrée 2018: Élargissement de l'utilisation du jeu sur l'ensemble du Rhin supérieur

Octobre 2018 et janvier 2019 : Présentation du jeu et formations pour enseignants dans le Rhin supérieur



Programme européen : Interreg V Rhin supérieur

Coût total : 347 368,04 €

Subventions européennes : 208 100,02 €

Contact : Victoria HANSEN - Eurodistrict PAMINA
victoria.hansen@bas-rhin.fr - + 33 (0) 3 68 33 88 24

Site internet : http://www.eurodistrict-pamina.eu/fr/education-bilinguisme/jeu-numerique-le-passe-partout_-d.html#.WT_rmTekKUK

Mobipro.GR (Grande Région)

Le projet MobiPro.GR tend à favoriser et développer la mobilité professionnelle transfrontalière des apprenants, notamment à travers des stages et projets dans le domaine des sciences appliquées et des technologies innovantes, en s'appuyant sur les entreprises de la Grande Région (TPE/PME/PMI).

Pour ce faire, le projet MobiPro.GR devrait proposer des actions de formations, des mesures d'accompagnement, de préparation et de sensibilisation à la mobilité professionnelle transfrontalière afin de faire émerger un concept innovant qui consiste à faire travailler sur un même projet universitaire (éventuellement couplé à un stage transfrontalier), en binômes et en groupes, des apprenants de nationalités différentes.

Actions menées durant le projet :

- La création de comités projet transfrontaliers.
- La création d'un site internet.
- La création d'une plateforme de collaboration en ligne.

Principaux partenaires : CNAM en Lorraine ; Hochschule Kaiserslautern ; ISEETECH ; Hochschule für Technik und Wirtschaft des Saarlandes ; IMG Innovations-Management GmbH ; IHK Saarland ; Verbundausbildung Untere Saar e.V. (VAUS), Université de Liège (ULg) - Campus Environnement d'Arlon



Programme européen : Interreg V Grande Région

Coût total : 937 000 €

Subventions européennes : 562 200 €

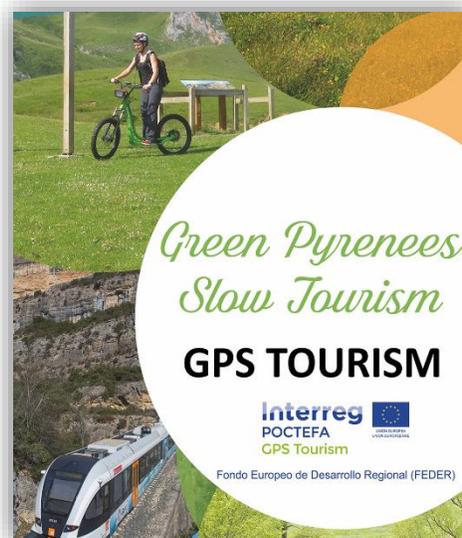
Site internet : <http://www.mobipro-gr.eu/>

GPS TOURISM (France-Espagne)

Le projet Interreg « GPS Tourism » se base sur le constat suivant : si les Pyrénées possèdent d'énormes atouts culturels et naturels et un grand potentiel touristique, les infrastructures et les services développés ainsi que la consolidation des produits touristiques sont encore limités.

Ainsi, pour pallier ces problèmes, le projet « GPS Tourism » vise à la dynamisation économique et touristique dans les Pyrénées à travers la coopération et les efforts conjoints public-privés, en se fondant sur la mobilité douce comme stratégie de singularisation de l'offre touristique et de soutien d'un modèle de tourisme durable.

Porté par la Comarca du Pallars Jussà et le Syndicat mixte du Train touristique du Pays Cathare et du Fenouillèdes, ce projet vise à améliorer la connectivité touristique territoriale à travers la coopération et à accroître sa visibilité notamment grâce à un label commun et s'adresse directement aux touristes et opérateurs touristiques de la région des Pyrénées-Orientales et de Catalogne.



Le projet vise à :

- Améliorer la connectivité touristique territoriale ;
- Accroître sa visibilité internationale grâce à un label commun en lien avec le Contrat de Destination « Massif Pyrénées » ;
- Adapter les équipements publics, privés et les entreprises à une stratégie de mobilité durable inspirée par les meilleures pratiques européennes (la Loire à Vélo, le Chemin de Stevenson, etc.).

Les activités principales du projet sont :

- Le renforcement et l'adaptation des infrastructures culturelles et multimodales ;
- La création et la commercialisation de produits touristiques clé en main ;
- La sensibilisation et la formation des acteurs publics et privés ;
- La création d'un Club de destinations de Montagne transfrontalier opérationnel ;
- Une campagne de promotion.

Interreg
POCTEFA
GPS Tourism



Programme européen : Interreg
POCTEFA

Coût total : 2 millions d'euros
Subventions européennes :
1,3 millions d'euros